

## DÉBAT

Un revenu citoyen est une somme d'argent allouée inconditionnellement par l'État afin de permettre à tous d'accéder à ce que la déclaration des droits de l'Homme appelle «un niveau de vie suffisant». C'est aussi un débat.

**UN REPORTAGE DE DAVID BROMAN ET OLIVIER TASCH**

## CONCEPT

Pour se référer au concept d'un revenu inconditionnellement distribué à tous, les expressions ne manquent certes pas: revenu citoyen, allocation universelle, revenu d'existence, dividende social, revenu de base, revenu de citoyenneté, revenu de subsistance, revenu social...

# Question de dignité

## Un revenu sans obligation de travail

Le concept n'est pas nouveau mais est il reste révolutionnaire. Il devient même un enjeu de la campagne électorale allemande en cours.

L'idée existe parce que chaque être humain a le droit de disposer des moyens nécessaires pour manger, s'habiller, se loger, s'éduquer et se soigner - avoir accès, en somme, à ce qui lui est nécessaire pour exister en tant qu'être humain et citoyen. C'est pour y parvenir qu'a germé la notion d'un revenu inconditionnel. Au sein même du mouvement, le débat est loin d'être clos, en particulier sur les moyens de financement. Mais chacun s'accorde sur un point: le revenu citoyen permettrait de sérieusement combattre la pauvreté et l'insécurité économique. Il s'agit aussi de rompre le lien de subordination entre le revenu et le travail. Pourquoi punirait-on celui qui ne trouve pas d'emploi? Le revenu de base inconditionnel désacralise non seulement le travail

mais met aussi une sacrée pression sur les plus petits salaires. Car personne ne devrait être obligé d'avoir à faire un travail ingrat s'il n'est pas correctement rémunéré. Le demandeur d'emploi aurait ainsi toutes les cartes en main et ne subirait pas la pression d'un employeur qui répète à qui veut bien l'entendre que personne n'est irremplaçable.

## HÉRITAGE

Parmi les tenants du concept, certains estiment que le revenu citoyen est un dû parce qu'il s'agit d'un héritage. Chacun devrait en effet profiter du savoir accumulé par les générations précédentes; le fruit de ces connaissances serait redistribué également. Pour d'autres, le revenu inconditionnel de base est lié au fait que dans des temps ancestraux, les gens étaient tous propriétaires de leur environnement. Lorsque, avec la société agraire, les champs ont commencé à se morceler, on a, au fond, dépouillé un grand nombre de citoyens de leur possession foncière. Pour rétablir cette situation, il faudrait payer une rente à cha-

cun. Aujourd'hui le revenu citoyen est plus d'actualité que jamais. Il occupe même le devant de la scène dans la campagne électorale allemande. Ici, ce qui est remarquable c'est que l'idée n'est pas la chasse gardée d'un parti en particulier.

Elle est portée par des candidats-citoyens, certains écologistes, d'autres de La Gauche mais aussi des membres du SPD (socialistes) et des conservateurs de la CDU (chrétiens-démocrates).

Le débat, même au sein des partis, reste donc entier. Pour l'alimenter, les activistes allemands de l'initiative «Grundeinkommen» ont organisé une semaine du revenu citoyen du 14 au 20 septembre ([www.woche-des-grundeinkommens.eu](http://www.woche-des-grundeinkommens.eu)). Dans la foulée, au Luxembourg, le 29 septembre, le groupe «Initiativ Grondakommen» organise, dans le cadre de l'exposition «Colors of money», une soirée-débat à l'espace CarréRotondes\* et la projection d'un film.

\* À 19.00 h au CarréRotondes, tél.: 26.62.20.07 [www.rotondes.lu](http://www.rotondes.lu)

# Se libérer de la conjoncture

## Réflexion sur une forme de revenu citoyen pour le Luxembourg

Membre de l'initiative «Grondakommen Lëtzebuerg», Ady Faber réfléchit à une version pragmatique et immédiatement applicable d'une forme de revenu citoyen au Grand-Duché.

Tout d'abord, il faut faire «une grosse différence entre revenu et salaire. Jean-Claude Juncker trouve que nous avons toute une panoplie de mesures qui empêchent les gens de tomber dans la pauvreté et qu'on n'a donc pas besoin du revenu citoyen. Il fait la confusion entre le salaire minimum et le revenu minimum. Le salaire est toujours lié à un travail, le revenu ne l'est pas, c'est là la différence fondamentale».

Pour Ady Faber, le revenu citoyen est un moyen de combattre la pauvreté, une question avant tout de dignité humaine. «L'exemple namibien (voir page 4) montre que faire confiance à quelqu'un en lui donnant de l'argent ou de la nourriture, ça rehausse le sens de sa propre dignité, ça élève l'homme à un niveau qui devrait correspondre à celui d'une société moderne.»

Le revenu citoyen inconditionnel repose notamment sur l'idée d'une redistribution du fruit des connaissances engrangées par les générations précédentes.

Une inconditionnalité sur laquelle bute pourtant Ady Faber. «Dans l'approche orthodoxe on attribue une rente mensuelle fixe à chacun, enfant ou adulte, mais cela pose un problème très sérieux dans l'implémentation.»

Ady Faber adopte ainsi une approche pragmatique de la



**Ady Faber: «Ça élève l'homme à un niveau qui devrait correspondre à celui d'une société moderne»**

question. «Avec le Revenu minimum garanti (RMG), par exemple, on peut déjà commencer à réfléchir si on prend un emploi du même niveau salarial, voire 10% supérieur, ou si l'on reste dans le RMG. Malheureusement le RMG n'est actuellement pas accessible pour la tranche d'âge inférieure à 60 ans sans condition de précarité à démontrer. Il suffirait, à mon avis, de supprimer cette condition pour que l'on soit dans le cadre d'un revenu citoyen. Le niveau du RMG serait suffisant, mais il faudrait bien entendu le débarrasser de son caractère d'aumône et le rendre libre-

ment accessible, sous réserve de résidence. Mais beaucoup de mes amis trouvent que cela n'est pas conforme à l'orthodoxie du système...»

D'autant que pour Faber, à partir du moment où un ménage arrive à gagner par son propre effort l'équivalent du revenu citoyen, il ne le touche plus.

### L'ÉCUEIL DU FINANCEMENT

Ceux qui ont un salaire «suffisant» n'auraient donc pas droit au revenu citoyen. Si c'était le cas, Ady Faber en-

trevoit une situation impossible, relevant au passage que «pour les riches, le revenu citoyen c'est "peanuts", ils n'en ont pas besoin».

Car si l'enveloppe globale est facile à calculer, la question du financement reste entière. Un impôt sur le revenu supplémentaire, une TVA, une taxe foncière, une taxe Tobin? Où trouver cette nouvelle taxe?

«Si on prend la solution orthodoxe et si on suppose que le financement est à l'intérieur de l'impôt sur le revenu, il faudrait un impôt de 50%, c'est pas réjouissant. En revanche, si on prend ma solution, il suf-

firait d'un impôt de 15%.» L'idée est pourtant très difficile à vendre aux politiciens car ils voient non seulement tout de suite l'épouvantail du financement mais «ils redoutent surtout qu'avec l'introduction d'un revenu citoyen à un niveau suffisant, les gens ne soient plus prêts à prendre n'importe quel travail».

C'est précisément un effet majeur du système qui exercerait une pression à la hausse des salaires et une réduction de l'inégalité salariale. Il permettrait aussi de se prémunir des imprévus conjoncturels. Le revenu serait versé par l'État à hauteur fixe, financé par les recettes qui, elles, peuvent fluctuer. «On arriverait à créer un pare-feu entre les aléas de la conjoncture et la vie du citoyen.»

Une vraie solution en situation de crise. «Aujourd'hui, les entreprises font du chantage à l'emploi en disant: si l'État ne nous aide pas, nous allons fermer et cela coûtera autant d'emplois. Alors le gouvernement met de l'argent dans les entreprises afin qu'elles sauvent les emplois et que, via les travailleurs, aient un revenu. C'est idiot!

Il paraît beaucoup plus logique de donner de l'argent directement au consommateur plutôt que de le faire transiter par une entreprise. C'est certainement plus efficace, ça coûte moins cher et ça évite les côtés négatifs amplificateurs qui ont été mis au jour au cours de la crise. D'ailleurs, au Luxembourg, on le voit bien, le gouvernement de Jean-Claude Juncker a réussi, à chaque fois qu'il y avait aggravation de la crise, à inventer un nouveau chèque pour mettre un peu d'argent dans la poche du consommateur. Le souci, c'est qu'il n'y a pas de philosophie derrière.»